

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar



MADQA AFAR À L'UNESCO

Chronique d'un sabotage annoncé

DJIBOUTI

Madqa Afar à l'UNESCO : une candidature sabotée de l'intérieur

Courrier du lecteur

Un projet mort-né... ou plutôt enterré vif

C'était une annonce ambitieuse, symbolique, presque solennelle : le 29 décembre dernier, lors d'une conférence tenue en marge du 2^e Festival de Tadjourah, le Premier ministre djiboutien **Abdoulkader Kamil Mohamed** déclarait que son pays engagerait la procédure d'inscription de la Madqa Afar – un système de droit coutumier ancestral – sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO. Pourtant, derrière les fanfares officielles, les fondations du projet s'effritaient déjà. Car ce processus, qui devait rassembler les peuples et valoriser leur héritage commun, a très tôt été entravé par les jeux d'influence, les calculs politiques et une exécution bâclée. Aujourd'hui, **il apparaît de plus en plus clair que l'initiative était condamnée dès sa naissance.**

Un projet porté à contrecœur

Selon des sources proches du dossier, la ministre djiboutienne de la Culture, **Hibo Moumin Assoweh**, aurait rejoint le projet sans conviction. Elle s'y serait engagée uniquement par loyauté envers le Premier ministre, mais aurait toujours été opposée à ce que la Madqa soit inscrite sur la liste de l'UNESCO. De leur côté, les membres de la primature, tout en se constituant en comité de supervision, auraient vu dans ce projet une opportunité stratégique, notamment en vue des échéances électorales de 2026. Ce mélange de réticence ministérielle et d'ambitions politiques aurait précipité l'échec.



Absences significatives et défiance des autorités traditionnelles

Le jour de l'annonce, un fait marquant a retenu l'attention : l'absence remarquable de **Houmed Barkat Siraj**, chef du Migliss, l'une des plus hautes autorités coutumières afar. Ce dernier reprochait à la ministre de la Culture d'avoir auparavant retiré la Madqa de la liste des éléments à inscrire, mais aussi son manque d'écoute et de considération pour la culture afar. Aucun représentant indépendant ou expert extérieur n'avait été convié, signe d'un processus excluant.

Unilatéralisme diplomatique

Le projet a aussi été lancé de manière unilatérale. La Madqa étant une tradition transfrontalière, sa reconnaissance par l'UNESCO implique une candidature multinationale incluant Djibouti, l'Éthiopie et l'Érythrée.

L'UNESCO préconise d'ailleurs un classement concerté, avec un accord sur le pays porteur principal.

Or, en s'arrogeant le leadership du projet, la partie djiboutienne a ignoré cette directive et a froissé ses partenaires potentiels. La lettre envoyée au gouvernement éthiopien – mal adressée, rédigée dans un anglais approximatif et envoyée à un ministère inexistant – témoigne de cette approche maladroite.

Une mise en scène sans fondement

Début février, un comité de supervision et de coordination a été institué par note du Premier ministre. Il comprenait essentiellement des personnalités politiques, à l'exception de deux membres. Son président, **Naguib Abdallah Mohamed Kamil**, fut chargé de constituer la commission technique. Ce dernier confia la coordination à Dr **Chehem Mohamed Watta**, qui s'entoura d'un groupe de jeunes collaborateurs sans expérience dans le domaine du patrimoine culturel.

DJIBOUTI

**Madqa Afar à l'UNESCO :
une candidature sabotée de l'intérieur**

La mission de terrain qui s'ensuivit – des visites éclairs à Tadjourah, Obock et Dikhil – n'avait rien de méthodique. À Tadjourah, Houmed Barkat Siraj exprima ouvertement son mécontentement face à l'exclusion du Migliss. L'échange tourna à la confrontation, révélant les tensions croissantes entre le comité et les représentants locaux.

**Consentement tronqué,
critères ignorés**

La commission technique collecta une vingtaine de lettres de consentement, un chiffre très faible comparé aux quelque 600 soutiens réunis pour la candidature du Xeer Cisse. À Tadjourah, figure hautement symbolique, Houmed Barkat ne fut même pas sollicité.

Le critère R.4 de l'UNESCO – relatif à la participation libre, préalable et éclairée des communautés concernées – n'a pas été respecté. Aucune réunion communautaire digne de ce nom n'a eu lieu, et les documents remis à l'UNESCO se basaient sur des sources rares, sans véritable recherche documentaire ni validation académique.

Le camouflet éthiopien

Un mois et demi après l'envoi de sa lettre restée lettre morte, Hibo Moumin Assoweh profita d'un déplacement officiel en Éthiopie, en mars 2025, pour rencontrer son homologue et le directeur général de l'autorité éthiopienne du patrimoine. Venue avec son dossier, elle sollicita une lettre de consentement. **On lui rappela que toute décision relative à la Madqa nécessitait la consultation des autorités de la région Afar.** En clair : le refus était net.

Un dossier transmis pour la forme

De retour à Djibouti, la ministre transmet, le 31 mars, un dossier incomplet, dont elle savait qu'il serait rejeté. Deux jours plus tôt, elle avait clairement déclaré à son équipe qu'elle "s'attendait à ce que le dossier soit rejeté". À ses proches, elle aurait même qualifié le dossier de "nul", n'ayant accepté de le transmettre que pour se libérer de la pression exercée par la primature.

**Une candidature sacrifiée sur
l'autel du cynisme**

La sauvegarde du patrimoine culturel immatériel suppose écoute, inclusion, rigueur. Ici, on a eu droit à l'inverse : **opacité, improvisation, duplicité.** La Madqa Afar, au lieu d'être portée par ses gardiens, a été instrumentalisée par des mains étrangères à son esprit. Reste une question, brûlante : **combien de sabotages faudra-t-il encore pour qu'on cesse de prendre le patrimoine pour un outil de communication politique**

UNESCO : le patrimoine en attente, l'Etat tergiverse

Parvenir à inscrire un site ou une tradition à l'UNESCO ne relève pas seulement d'une démarche administrative. C'est un engagement fort, un acte de reconnaissance culturelle et souvent un levier diplomatique. Derrière chaque inscription se cache des années de travail : mobiliser des experts, impliquer les communautés locales, assurer une gestion durable... Mais à Djibouti, si les ambitions sont affichées, les actes, eux, peinent à suivre.

Un processus exigeant, une volonté politique indispensable

Que l'on parle de patrimoine naturel, bâti ou immatériel, l'UNESCO impose un processus rigoureux. Pour les sites, une inscription sur la liste indicative n'est que le début : il faut ensuite monter un dossier détaillé, prouver la valeur universelle exceptionnelle du lieu, garantir sa protection juridique et mettre en place un plan de gestion pérenne. Côté patrimoine immatériel, l'accent est mis sur la transmission vivante et l'implication communautaire. En somme, il ne suffit pas de vouloir. Il faut se donner les moyens de ses ambitions.

Cinq sites en vitrine... et un tiroir bien fermé

Le 2 juin 2015, Djibouti a officiellement inscrit cinq sites sur sa liste indicative :

- le Lac Assal
- la faille du Rift
- les îles des Sept Frères
- les gravures rupestres d'Abourma
- la ville historique de Tadjourah.

Autant de trésors patrimoniaux aux potentiels indéniables, géologiques, archéologiques et historiques.

Et depuis ? Rien. Aucun de ces sites n'a fait l'objet d'un dépôt de candidature officiel auprès de l'UNESCO. Aucun plan de gestion validé. Aucune documentation complète soumise. Aucune protection juridique renforcée.

Pourquoi ce blocage ?

Officiellement, on évoque des freins techniques, des manques de moyens, des lenteurs administratives. Officieusement, plusieurs observateurs pointent une volonté politique tiède, voire absente. Certains accusent même les autorités de préférer maintenir un contrôle discret sur certains sites sensibles, où les enjeux économiques ou géopolitiques priment sur la transparence internationale qu'impliquerait une inscription à l'UNESCO.

Un haut fonctionnaire sous couvert d'anonymat le confie :

« Il y a des dossiers qui dorment dans les tiroirs. On ne veut pas forcément attirer l'attention internationale sur certaines zones stratégiques ». Un autre ajoute : « L'État aime brandir le patrimoine dans les discours, mais en pratique, le sujet reste secondaire face aux priorités du moment. »

Deux succès symboliques dans le patrimoine immatériel

Le tableau n'est pas entièrement sombre.

Sur le plan du patrimoine immatériel, Djibouti a connu deux belles avancées ces dernières années :

- En 2023, le **Xeedho**, une tradition somalie liée au mariage, a été inscrit sur la Liste de sauvegarde urgente du patrimoine culturel immatériel.



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

- En 2024, le **Xeer Ciise**, code oral coutumier des communautés issas, a rejoint la Liste représentative du patrimoine immatériel de l'humanité, grâce à un dossier multinational porté avec la Somalie et l'Éthiopie.

Des succès rendus possibles par une dynamique différente : ici, ce sont les communautés elles-mêmes, soutenues par des experts régionaux, qui ont porté les projets. Le ministère de la Culture a suivi, mais les initiatives venaient du terrain.

Des retombées majeures

Inscrire un site à l'UNESCO, c'est bien plus qu'une ligne sur une carte. C'est une reconnaissance qui attire des financements pour la préservation, une visibilité touristique, un surcroît de fierté nationale. Des pays voisins, comme l'Éthiopie ou la Somalie, l'ont bien compris et ont multiplié les candidatures réussies.

À Djibouti, les atouts existent, les sites sont là. Mais sans un véritable engagement politique et institutionnel, le rêve d'une reconnaissance mondiale restera lettre morte.

Le patrimoine attend. La balle est dans le camp des autorités.

■ Bakéré, le territoire afar que l'État veut effacer

Dans l'aridité du sud-ouest djiboutien, une entreprise d'annexion territoriale se déroule à bas bruit, loin des projecteurs médiatiques. À Bakéré, localité fertile de la région de Dikhil historiquement fréquentée par les nomades afars, l'État djiboutien a récemment installé **près d'un millier de familles somaliennes venues d'Éthiopie**. Officiellement, il s'agit de réfugiés fuyant les violences interethniques. Officieusement, cette implantation serait le maillon d'une stratégie bien rodée : renforcer l'emprise de la communauté issa sur des terres afars, au mépris des équilibres historiques.

Une implantation soignée, un déséquilibre choquant

À Bakéré, tout semble avoir été pensé pour offrir aux nouveaux arrivants les conditions d'un enracinement durable : **accès permanent à l'eau potable, alimentation, soins de santé, logements, électricité**. Le contraste avec les villages afars voisins, notamment As-Eyla – pourtant chef-lieu de la sous-préfecture – est saisissant. Là-bas, la population vit sans infrastructures, sans eau courante, sans électricité, dans une précarité que les autorités ignorent sciemment.

Pour les habitants de la région, cette différence de traitement n'est pas anodine. Elle trahit une volonté politique claire : **favoriser l'implantation de familles issas dans une zone fertile et stratégique**, historiquement pastorale, en marginalisant progressivement les populations afars. Un déséquilibre assumé, aux airs de colonisation interne.

Une militarisation des pâturages

Autrefois, les vastes plaines de Bakéré étaient les terres de transhumance des éleveurs afars, qui y menaient leurs troupeaux pendant les saisons sèches. Aujourd'hui, ces pâturages leur sont interdits. L'armée, déployée dans la zone, empêche l'accès aux espaces désormais occupés par les nouveaux colons. Des nomades qui s'y aventurent sont intimidés, refoulés, parfois arrêtés. L'accès à leur propre terre est devenu un délit.

Ce verrouillage militaire de la zone alimente un sentiment **d'humiliation profonde au sein des communautés locales**, qui voient leurs droits ancestraux bafoués au profit d'une stratégie d'accaparement planifiée.

Le jeu trouble du ministre Mohamed Abdoukader Moussa



Derrière cette opération se profile la figure controversée de Mohamed Abdoukader Moussa, ministre issu de la région de Dikhil. Pour préserver ses privilèges au sein du régime, il serait devenu l'un des rouages clés de cette politique de dépossession. À As-Eyla, nombreux sont ceux qui l'accusent de manipuler les rivalités tribales pour diviser les Afars, affaiblir toute contestation, et faire taire les voix critiques.



Des jeunes militants qui ont osé dénoncer l'occupation des terres de Bakéré ou protester contre l'injustice ont été emprisonnés sur ordre du ministre, selon plusieurs témoignages recueillis sur place. **La répression est ciblée, sélective, implacable**. « Il sacrifie sa propre communauté pour s'assurer une place au gouvernement », dénonce un ancien élu local sous couvert d'anonymat.

Ce qui se joue à Bakéré n'est ni accidentel ni humanitaire. C'est une stratégie de **remodelage ethno-territorial**, pensée sur le long terme. En modifiant la démographie locale, le régime s'assure un contrôle politique plus étendu, prépare la mainmise sur les ressources, et marginalise encore davantage les populations afars déjà reléguées aux marges du pouvoir.

Bakéré est en passe de devenir le symbole d'un effacement identitaire organisé, d'une dépossession froide rendue possible par un appareil d'État tout entier tourné vers le maintien de l'hégémonie issa. Et pendant que cette reconfiguration se poursuit, les partenaires internationaux de Djibouti – trop occupés à défendre leurs intérêts stratégiques dans la Corne de l'Afrique – détournent pudiquement le regard.

DJIBOUTI

■ La République en treillis et la dynastie à galons

À Djibouti, la guerre ne se fait plus dans le désert, mais dans les salons capitonnés du pouvoir. Et pendant que le peuple regarde ailleurs, bercé par les refrains de stabilité et de croissance en béton (financée à crédit chinois), une opération de nettoyage institutionnel s'est discrètement opérée au sommet de la hiérarchie militaire : le **général Taher Ali Mohamed**, dit Tahiro, a été mis à la retraite par **décret présidentiel n°2025-112/PR/MD**, expédié comme une lettre de licenciement en recommandé. Officiellement, il est « placé en 2ème section » — comprenez : rangé au placard doré des généraux à la retraite, qu'on ne ressort qu'en cas de guerre ou de crise nationale.

Mais dans les couloirs du ministère de la Défense, personne n'est dupe : cette sortie sans fanfare est tout sauf anodine. Elle dégage habilement le terrain pour un certain colonel **Ibrahim Zakaria Cheikh Ibrahim**, fils du très orné mais peu actif général Zakaria père, actuel chef d'état-major. Une dynastie à galons est en train de naître, cousue de fil doré plus que de faits d'armes.

Tahiro, un parcours cousu de mérite

Il faut dire que Taher Ali Mohamed, lui, avait de la bouteille — mais pas de la bonne famille. Nommé lieutenant en 1989, il passe par le Sénégal, puis par Montpellier en 1994 (CPOS).

Il grimpe les échelons à l'huile de coude, enchaîne les stages de prestige : **école d'état-major de Compiègne (104e promotion), École de guerre à Paris (promotion Maréchal Foch 2008-2009), membre de l'Amicale du Centre d'Études Stratégiques pour l'Afrique**. Ce n'est pas un général en carton-pâte, mais un soldat au CV blindé.

Instructeur à l'école militaire de Holl-Holl, chef de corps du 3e régiment d'infanterie dès 2009, puis du 2e BAT-HILL II en 2013 lors de missions en Somalie.

Le 1er décembre 2013, il est promu général de brigade à titre actif, prend la casquette de sous-chef d'état-major de la Défense, puis, en 2021, **devient chef d'état-major de la Défense, numéro 2 des Forces armées djiboutiennes (FAD)**.

Un poste stratégique, qu'il occupait jusqu'à ce fameux décret de 2025. Clap de fin, rideau tiré, sans même un képi d'honneur.

Quand la succession devient filiale

Alors pourquoi éjecter un militaire chevronné, formé aux meilleures écoles et reconnu même au sein des cercles internationaux ? Parce qu'à Djibouti, le mérite n'est plus une monnaie d'échange. Le régime Guelleh préfère le **népotisme en treillis**, plus fiable et mieux dressé que les officiers à convictions.

En lieu et place de Tahiro, l'ombre du colonel Ibrahim Zakaria, promu en juillet 2023, plane désormais sur les FAD. Sans grande expérience mais avec un nom bien porté, le fils du général Zakaria père (doyen des médailles imméritées) coche toutes les cases du fils prodige : missions à l'étranger, représentation protocolaire, montée fulgurante. Un héritier parachuté plus qu'un stratège éprouvé. Et surtout, un colonel dont la loyauté génétique rassure le palais présidentiel.

Une armée de famille, pas de la nation

Ce schéma est tout sauf neuf : un copier-coller du **modèle tchadien**, version mer Rouge. Comme Mahamat Idriss Déby en 2021, Ibrahim Zakaria semble destiné à hériter non d'une armée, mais d'un empire familial en uniforme.



La République se transforme ainsi en dynastie militaire, où les nominations se font au carnet de famille et les galons se transmettent comme un héritage notarié.

Les anciens comme Tahiro, compétents mais trop indépendants, sont écartés méthodiquement. Le président Guelleh, au pouvoir depuis 1999, préfère s'entourer de fidèles usés jusqu'à la moelle plutôt que de risquer un général à ambition. En vidant les rangs de tout contre-pouvoir potentiel, il ne gouverne plus un État, mais administre une succession.

Le costume de la République taille familiale

Le renvoi de Tahiro n'a rien d'un simple reclassement administratif. C'est le révélateur d'un régime à bout de souffle, crispé sur sa propre survie. L'armée, autrefois pilier de la nation, est devenue **un club fermé à héritiers bien nés**, où l'ascension se transmet par la lignée plutôt que par la légitimité. Ici, le képi se gagne à la généalogie.

Ce n'est plus une armée républicaine, c'est une armée de patrimoine, soigneusement léguée comme un vieux coffre à médailles. Les galons y pèsent plus que les idées, et la seule bataille vraiment livrée aujourd'hui... c'est celle contre le mérite. ■

DJIBOUTI

■ **Corne d’Afrique : l’influence grandissante des Émirats arabes unis**

Dans son entretien soporifique accordé à Jeune Afrique, le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh a dénoncé les ambitions militaires des Émirats Arabes Unis en Afrique de l’Est, derrière des investissements massifs. Un message qui en dit long sur les tensions géopolitiques qui traversent aujourd’hui la région de la mer Rouge.



Ce n’est pas tous les jours qu’un chef d’État de la Corne de l’Afrique critique frontalement l’un des acteurs les plus influents de la région. Lors d’une récente interview accordée à Jeune Afrique, le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh (IOG) a accusé les Émirats arabes unis (EAU) en pointant « **leur politique globale [qui] est profondément déstabilisatrice pour toute la région.** »

Dans une autre interview accordée à Radio France Internationale Ismaïl Omar Guelleh a frontalement accusé les Émirats arabes unis d’utiliser leurs investissements massifs sur le continent comme un levier de militarisation. *“Ces investissements ne sont pas purement économiques,”* a-t-il déclaré. *“Ils sont étroitement liés à des objectifs militaires qui risquent de compromettre la souveraineté et la stabilité des nations africaines.”*

Selon lui, les Émirats chercheraient à transformer certaines infrastructures critiques – ports, télécommunications, corridors logistiques – en points d’appui militaires. Preuve en est, Djibouti a récemment refusé l’installation d’une base militaire émiratie sur son territoire. Depuis ce camouflet, Abou Dhabi aurait intensifié ses démarches auprès des pays voisins.

Une politique de puissance à visage multiple

Les propos du président djiboutien mettent en lumière une réalité de plus en plus visible en Afrique de l’Est : la montée en puissance des Émirats arabes unis. Leur politique régionale repose sur un triptyque assumé : influence politique, investissements économiques, présence militaire.

Influence politique et diplomatique

Profitant du relatif désengagement des puissances occidentales – et notamment du recul de la France –, les Émirats tissent des alliances dans les capitales stratégiques de la région. Ils soutiennent militairement et diplomatiquement certaines factions au Soudan, renforcent leurs liens avec l’Éthiopie, la Somalie et le Somaliland, et cultivent des intérêts solides en Érythrée.

L’accord controversé octroyant à l’Éthiopie un accès maritime sur le littoral du Somaliland, sous l’égide des Émirats, illustre clairement leur volonté de contrôler des corridors géostratégiques.



Sur le plan économique, les Émirats multiplient les investissements dans des secteurs sensibles :

- acquisition de terres agricoles via des opérations de "land grabbing",
- financement massif d’infrastructures portuaires,
- prêts stratégiques accordés à des États comme le Kenya, où Abou Dhabi s’impose désormais comme un acteur financier clé,
- soutien au développement de l’économie numérique.

Ces projets permettent à Abou Dhabi de tisser un réseau d’interdépendances avec des États parfois fragiles, tout en consolidant son influence.

Une approche pragmatique... et déstabilisatrice

Mais c’est sur le plan sécuritaire que la politique des Émirats prend une dimension plus inquiétante. Forts de leur expérience au Yémen – où ils ont su contrôler plusieurs ports clés –, les Émirats appuient désormais des forces locales en Afrique de l’Est, tout en développant discrètement des bases navales.

Leur objectif est clair : sécuriser un accès privilégié aux ressources naturelles et surtout contrôler les routes maritimes essentielles de la région, en particulier les flux passant par la mer Rouge et le golfe d’Aden. Une stratégie qui vise à imposer Abou Dhabi comme un acteur incontournable, tant sur les plans économique et politique que militaire.

Les propos du président djiboutien viennent rappeler que ce jeu d’influence n’est pas sans risque pour l’équilibre régional. En dénonçant cette dérive, Guelleh met en garde : derrière les milliards émiratis, c’est la souveraineté des États africains qui pourrait être ébranlée.

DJIBOUTI

■ Djibouti, l'interview sur mesure de Jeune Afrique

Il y a des interviews qui éclairent, d'autres qui amusent, et certaines qui révèlent tout... sans rien dire. Celle d'**Ismail Omar Guelleh** (IOG), livrée avec le confort feutré d'un entretien à Jeune Afrique, appartient sans doute à cette dernière catégorie : une conversation à huis clos entre deux vieux amis de la Francophonie, où les angles sont soigneusement limés, les silences éloquentes, et les petites phrases calibrées pour la postérité – ou pour les bailleurs de fonds. Dans ces entretiens au goût de café tiède on parle de tout... sauf de ce qui fâche.

À la plume, **François Soudan**. L'indéboulonnable rédacteur en chef du magazine Jeune Afrique, converti depuis des années en biographe non officiel de plusieurs autocrates africains. Un journaliste qui, à force de tutoyer les palais présidentiels, a confondu la distance critique avec le confort diplomatique. Chez lui, pas d'esprit critique, mais des gants blancs et du cirage : on polit l'image du chef comme on repeint une façade en ruine. IOG évoque le tribalisme, l'islamisme, la diplomatie, et tout ce qu'il faut pour cocher les cases – en jonglant habilement entre contradictions et faux-semblants, pourvu que le rideau reste levé.

Tribalisme ? Un mal imaginaire, voyons !

Guelleh s'émeut d'un classement ethnique publié par un obscur économiste, Slim Feriani, qu'il juge « déplacé ». Il oublie de mentionner que cette grille de lecture tribale est le carburant même du régime djiboutien : nominations selon l'appartenance clanique, concours biaisés, budgets répartis à la tête du sang... L'État djiboutien est un patchwork tribalo-politique soigneusement entretenu par le haut, mais chut... pas de vague dans Jeune Afrique.

Mais que pouvait-on attendre d'autre d'un entretien dans Jeune Afrique, ce magazine fondé par Béchir Ben Yahmed qui, sous ses airs panafricains, est depuis longtemps **l'attaché de presse officieux des présidents inamovibles** ? Les dictatures y trouvent une oreille bienveillante, un vernis de respectabilité et, surtout, un canal de communication chic pour rassurer Paris, Pékin et Washington. En échange ? Disons simplement que les lignes éditoriales ne se nourrissent pas que d'idéal démocratique.

Économie, géopolitique et autosatisfaction

À l'international, IOG joue au grand stratège. Il observe les Houthis, surveille l'Éthiopie, consulte les bailleurs. Il déclare qu'il n'est pas question d'une base militaire éthiopienne à Djibouti. Du moins... « pour l'instant ». Comme toujours, à Djibouti, les décisions importantes tiennent dans un soupir, un clin d'œil ou une ellipse.

Côté économie ? « Tout va bien », jure le président. Le chômage ? « Une illusion statistique ». La pauvreté ? « Moins grave qu'on le dit ». Le travail informel ? « Une chance, finalement ». En deux phrases, la misère devient un choix de vie, l'informalité une politique, et l'injustice un malentendu.

L'alternance, ce gros mot

Quand vient la question de la succession, Guelleh sourit. Pas de débat, pas d'urgence. « On verra », dit-il. Traduction : *le pouvoir, c'est moi, et on en reparle quand j'en déciderai*. Pendant ce temps, la Constitution reste une brochure décorative et les institutions des figurants dans une pièce où le metteur en scène n'a pas changé depuis 1999.

Silences complices et angles morts soigneusement contournés



Dans son style bien rodé, **François Soudan a opté pour la diplomatie de velours** : pas de vague, pas de froissage, et surtout pas de questions gênantes. Aucun mot donc sur les frappes de drones à Siyyaru, les violences communautaires à PK12 ou à Warabaleh, ni sur les licenciements ethniquement ciblés dans la fonction publique. Et surtout, pas une ligne sur l'ingérence active de Djibouti dans le conflit qui oppose Afars et Somalis en Éthiopie. Car derrière la façade de neutralité diplomatique, le régime soutient depuis des années, en coulisses mais de plus en plus visiblement, les milices somaliennes engagées contre les Afars.

La République vitrine, et ses coulisses lépreuses

Mais à quoi bon s'indigner ? Djibouti n'est pas une démocratie, c'est une plateforme logistique. Un concept stratégique. Tant que les ports sont profonds, les bases pleines et les contrats juteux, peu importe si l'intérieur du pays ressemble à un champ de ruines sociales. L'Occident détourne les yeux. Et Jeune Afrique passe le chiffon.

Pendant que le président disserte géopolitique entre deux gorgées d'eau tiède, les quartiers de Balbala, d'Arhiba ou du Quartier 7 survivent à coups de délestages électriques, d'eau saumâtre, de petits boulots sans droits, et de rêves d'un visa pour l'Ailleurs.

Mais tout va bien, dit le Président.

Et Jeune Afrique d'ajouter : « Merci, Excellence, pour votre franchise. » ■